

M. Keeper: Ils n'osent pas.

M. Deans: Je vous dis, monsieur l'Orateur, qu'il est pour moi clair qu'entre novembre et décembre nous n'avons pas saisi l'occasion de remettre les Canadiens au travail parce que le gouvernement ne voyait pas la réalité en face. Nous ne pouvons nous permettre de laisser passer trop d'occasions.

Que nous faut-il? Il nous faut un gouvernement digne de confiance, qui est prêt à prendre le parti des Canadiens. Prendre le parti des Canadiens, ce n'est pas demander aux travailleurs gagnant \$12,000 par année de se serrer la ceinture. Prendre le parti des Canadiens, c'est reconnaître que le principal problème, ce sont les taux d'intérêt et que nous allons les abaisser. C'est reconnaître qu'il faut créer des emplois et construire des maisons; c'est reconnaître que les petites entreprises sont à bout de souffle et veiller à ce qu'elles bénéficient d'une certaine aide pendant la période de transition en attendant la reprise; c'est reconnaître que les agriculteurs qui s'échinent depuis des années à s'en sortir avec un maigre revenu méritent une attention particulière en ces temps difficiles; c'est reconnaître que nos investissements dans le Canada aujourd'hui seront décuplés dans les années à venir.

Les mesures qu'applique le gouvernement actuel sont un échec. Il semble que le gouvernement soit déterminé à mener le pays à la faillite. Je tiens à vous le dire, monsieur l'Orateur, ainsi qu'à quiconque se donne la peine d'écouter qu'une autre voie s'offre à nous. Il existe peut-être plus d'une façon de s'en sortir, mais la solution que je préconise aujourd'hui ne peut manquer de donner des résultats. Elle n'infligera pas aux Canadiens des charges fiscales supplémentaires, pas plus qu'elle n'exigera d'eux qu'ils se serrent la ceinture. Nous n'aurons pas à subir un chômage de 12 ou 15 p. 100. Nous ne serons pas obligés de payer les taux d'intérêt élevés que le gouvernement actuel approuve depuis trois ans, de concert avec ses amis du parti conservateur. Il faut que cela cesse, et dès maintenant.

L'hon. Donald J. Johnston (président du Conseil du Trésor): Madame le Président, j'ai le plaisir et en fait le privilège d'intervenir au cours du débat sur le budget. J'ai ainsi l'occasion de prendre la parole après le député de Hamilton Mountain (M. Deans), dont je respecte énormément les opinions sur la plupart des sujets, sauf en ce qui concerne l'économie et son fonctionnement, ainsi que les solutions qu'il propose dans la tradition bien connue de son parti et qui consistent à s'éloigner de tous les problèmes.

M. Deans: Ce n'est pas ce que j'ai dit.

M. Johnston: Il a demandé quelle était la voie de la reprise. Il a invité quelqu'un à prendre la parole pour la lui montrer. C'est ce que je voudrais donc faire cet après-midi et j'espère

Le budget—M. Johnston

que le député demeurera à la Chambre pour écouter ce que j'ai à dire.

Il a demandé ce que nous pouvions faire. Il a conseillé que nous agissions au nom de tous les Canadiens. Je l'invite donc à agir au nom de tous les Canadiens et à approuver le budget, et en particulier, les mesures de restriction qu'il comporte.

M. Blenkarn: Où sont-elles?

M. Johnston: Je l'invite en particulier à approuver les mesures destinées à ramener en même temps les taux d'inflation et d'intérêt à 6 et 5 p. 100.

M. Deans: Vous ne pouvez pas y arriver et vous n'y arriverez pas.

M. Johnston: Le député de Hamilton Mountain prétend que c'est impossible. Il a évidemment le droit de penser ainsi.

M. Blenkarn: Et vous, vous avez augmenté les dépenses publiques de 20 p. 100.

M. Johnston: Je ne crois pas que la plupart des Canadiens se rallient au point de vue du député de Hamilton Mountain.

M. Deans: Vous n'y arriverez pas avec les mesures que vous mettez en œuvre.

M. Johnston: Nous comptons sur le bon sens, le jugement et le sens des responsabilités des Canadiens pour qu'ils nous soutiennent dans la croisade que nous menons à l'échelle nationale et dont je parlerai cet après-midi.

Mon collègue, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) a évoqué hier les possibilités d'emploi que créera le budget. Aujourd'hui, je voudrais consacrer quelques minutes à d'autres mesures annoncées dans le budget qui me semble appropriées et qui, je crois, intéresseront les députés, en particulier ceux du parti du député de Hamilton Mountain.

M. Riis: Il est certain que la bourse s'y intéressera à sa façon.

M. Johnston: L'opposition, j'entends ainsi tous les partis d'opposition, mentionne très peu la crise que traversent tous les pays de l'Ouest.

M. Deans: Elle n'affecte pas le logement.

M. Johnston: Et pourquoi?

M. Deans: Pourquoi affecterait-elle le logement?

M. Johnston: Pourquoi dites-vous cela? Je crois que l'opposition qui pratique l'opportunisme politique voudrait que les Canadiens soient convaincus que tous les problèmes qui frappent actuellement notre pays sont dus aux erreurs, passées et présentes, du gouvernement actuel. S'ils veulent que les Canadiens respectent tant soit peu leurs idées—et la plupart de nos concitoyens savent à quoi s'en tenir—ils doivent admettre qu'une bonne partie de nos difficultés viennent de la conjoncture actuelle de l'ensemble des pays occidentaux industrialisés.